

*Initiatives ministérielles*

les chefs de famille, les professions qui arrivent au deuxième rang sont l'agriculture, la pêche et l'exploitation forestière. Or, ces industries ne reçoivent que peu ou pas d'aide, sauf le crédit d'impôt de 10 p. 100 à l'investissement. De quelle utilité sera ce crédit pour les pêcheurs, compte tenu des réductions que leur industrie a subies? Combien d'agriculteurs ont un revenu suffisant pour pouvoir s'en prévaloir?

Je suis très troublé parce que la communauté agricole elle-même n'a pas du tout réussi à suivre la croissance de la famille moyenne canadienne au chapitre du revenu. En fait, il y a trois ans, le gouvernement a commencé à parler de revenu agricole familial comprenant le salaire du conjoint féminin, qui était enseignante, infirmière, ou parfois, celui du mari qui conduisait un camion pour assurer un supplément au revenu tiré de la ferme.

En 1990, le revenu familial d'une exploitation agricole était de 37 958 \$, dont 21,251 \$ provenaient de sources extérieures à la ferme, par exemple les occupations dont je viens de parler. La famille tirait de la ferme un revenu net d'un peu plus de 15 000 \$. Sur ce montant, 8 091 \$ provenaient de subventions, fédérales ou provinciales, mais combinées. L'exploitation de la ferme comme telle assurait donc un revenu de 7 615 \$. Dans un pays comme le nôtre, c'est une véritable honte. Cela ne peut continuer ainsi. Si la tendance actuelle se poursuit, l'agriculture telle que nous la connaissons au Canada finira par être complètement détruite.

Je voudrais aborder d'autres points. Je ne suis pas économiste, mais le bon sens me dit que, si on regarde ce qui s'est passé ces dix dernières années, on s'aperçoit tout d'abord que notre excédent sur marchandises est passé de 17,6 milliards de dollars en 1982 à 7,3 milliards en 1992. Notre excédent sur marchandises a diminué de 10 milliards de dollars en 10 ans.

J'aimerais également faire remarquer que, pendant la même période au Canada, le solde courant est passé d'un excédent de 2 milliards de dollars par an en 1982 à un déficit de 26,7 milliards de dollars en 1991. C'est de l'argent qui sort du Canada soit sous forme de paiements d'intérêt ou de dividendes, soit, comme nous l'avons entendu aujourd'hui pendant la période des questions, sous forme d'échappatoires fiscales.

Le Canada ne peut pas se permettre une telle hémorragie. Nous ne pouvons pas nous le permettre et pourtant nous ne faisons rien pour l'arrêter. Elle ne fait qu'empirer d'année en année, ce qui n'augure rien de bon pour

les chômeurs et les membres de la société les plus démunis dont la situation va devenir encore plus précaire.

Je suis profondément préoccupé par les calculs de l'un de nos économistes les plus renommés, Arthur Donar, selon lesquels à chaque fois que notre solde courant est déficitaire de 20 milliards de dollars, nous perdons 500 000 emplois. Et le gouvernement laisse faire.

En 1990, une très grosse entreprise alimentaire spécialisée dans la distribution et le commerce de détail, installée dans l'ouest du Canada, a versé 538,7 millions de dollars en dividendes à sa maison mère aux États-Unis. Et pour ce faire, elle a emprunté 400 millions de dollars. Devinez qui va rembourser cette somme qui dépasse les 400 millions de dollars? Les consommateurs canadiens bien sûr, et cet argent est sorti du pays. Ces dividendes font partie de ce déficit de notre compte courant. Il faut mettre un terme à ce genre de choses.

Je suis encore plus troublé par la fermeture d'usines de transformation des aliments. Je vous cite tout d'abord les statistiques ontariennes, madame la Présidente. De 1989 à 1992, beaucoup d'usines ont fermé leurs portes, dont 59 dans la seule province de l'Ontario. Dans l'ensemble du Canada, on en compte plus d'une centaine—et certaines de ces statistiques sont fournies par Agriculture Canada et Statistique Canada, le ministère du Travail de même que des informations de presse—que nous surveillons de près.

Évidemment, plus il y a d'usines qui ferment et moins les producteurs ont de débouchés pour leurs produits. Des possibilités de commercialisation disparaissent, et il faudra alors importer ces produits. À cet égard, cela aggrave le déficit de notre compte courant.

Cela m'inquiète que le gouvernement n'ait pas défini l'ampleur du déficit de notre compte courant dans l'exposé financier qui a été présenté hier. C'est absolument vital pour notre pays si nous voulons continuer à prospérer et garder le filet de sécurité des programmes sociaux qui a si bien servi notre pays pendant tant d'années.

Notre pays est bâti sur la compréhension des besoins des moins fortunés ainsi que sur le principe de la bienveillance et de la compassion à l'égard des moins bien nantis. Une volte-face s'impose au niveau de la politique, sinon beaucoup de nécessiteux verront leur situation empirer encore au Canada.

Je m'inquiète vivement aussi de ce qui se passe dans d'autres pays en ce qui concerne la concentration du secteur de la production et de la transformation des aliments.